

HOOFDSTUK 4. — *Slotbepalingen*

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2022, behoudens wat betreft de artikelen 7 en 9, die uitwerking hebben op 1 juli 2022 en artikel 4, dat in werking treedt tien dagen na bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 11. De Minister van Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 september 2022.

Voor de Regering:
De Minister-President,
E. DI RUPO
De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie,
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/206320]

22 SEPTEMBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon portant des mesures temporaires dérogatoires, dans le cadre du Brexit, à l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015 concernant les aides à l'internationalisation des entreprises

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (UE) 2021/1755 du 6 octobre 2021 établissant la réserve d'ajustement au Brexit, les articles 5 et 8;

Vu le décret du 2 avril 1998 créant l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers, l'article 2, alinéa 2, inséré par le décret du 17 décembre 2015, et alinéa 5, inséré par le décret du 28 avril 2016;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers, donné le 9 mars 2022;

Vu le rapport du 21 avril 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 mai 2022;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 juin 2022;

Vu l'avis 156/2022 de l'Autorité de protection des données, donné le 19 juillet 2022;

Vu l'avis 71.723/2/V du Conseil d'État, donné le 27 juillet 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015 concernant les aides à l'internationalisation des entreprises;

Considérant que le Brexit affecte gravement le tissu économique de la Région wallonne, tant au niveau des micro, petites et moyennes entreprises qu'au niveau des grandes entreprises;

Considérant que l'année 2020 a marqué une chute des exportations wallonnes vers le Royaume-Uni;

Considérant que depuis le retrait du Royaume-Uni de l'Union Européenne le 1^{er} janvier 2020, les entreprises wallonnes ont dû supporter une augmentation des coûts pour s'adapter aux nouvelles règles en matière de douanes et accises, de TVA, de certification et de normes ainsi qu'en matière de logistique, pour la formation de personnel, pour des conseils de contrats ou d'adaptation des outils informatiques aux nouvelles exigences en matière d'exportation;

Considérant que les entreprises wallonnes, afin de réagir au Brexit et de répondre aux contraintes et nouvelles exigences imposées par ce dernier, ont besoin de disposer rapidement de liquidités;

Considérant que, compte tenu de l'impact majeur du Brexit, le Parlement européen et le Conseil ont adopté le 6 octobre 2021 le Règlement (UE) 2021/1755 établissant la réserve d'ajustement au Brexit comme instrument permettant le financement de mesures couvrant les coûts liés aux impacts directs négatifs du Brexit;

Considérant que le Règlement (UE) 2021/1755 permet aux Etats-membres de financer par la réserve d'ajustement au Brexit les aides accordées aux entreprises directement impactées négativement par le Brexit en couvrant des coûts survenus et payés dans la période d'éligibilité du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2023;

Considérant que la mesure de soutien spécifique visée par le présent arrêté sera financée par la réserve d'ajustement au Brexit;

Considérant que les aides fondées sur le présent arrêté ne peuvent être octroyées que sur une période se terminant au plus tard nonante jours avant la date de fin de la période visée à l'article 3, 1), du règlement (UE) 2021/1755 du 6 octobre 2021 établissant la réserve d'ajustement au Brexit, actuellement fixée au 31 décembre 2023 et éventuellement prolongée.

Sur la proposition du Ministre du Commerce extérieur;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° l'arrêté du 29 octobre 2015 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015 concernant les aides à l'internationalisation des entreprises;

2° le demandeur : l'entreprise visée à l'article 1^{er}, 1° à 4°, de l'arrêté du 29 octobre 2015 et répondant aux conditions des articles 3, 7 et 10 du même arrêté;

3° le Brexit : le retrait effectif du Royaume-Uni de l'Union européenne au 31 janvier 2020;

4° le projet à l'international : la stratégie poursuivie par le demandeur pour son développement à l'international;

5° l'initiative Brexit : l'action de mise en œuvre concrète du projet à l'international du demandeur dont les activités ont été directement impactées négativement par le Brexit en vue de regagner ses parts de marché perdues, d'améliorer sa position à l'international ou de saisir de nouvelles opportunités en dehors du marché belge;

6° le Règlement (UE) 2021/1755 : le Règlement (UE) 2021/1755 établissant la réserve d'ajustement au Brexit;

7° la période d'éligibilité : la période de référence visée à l'article 3, point 1), du Règlement (UE) 2021/1755, éventuellement prolongée.

Art. 2. Le présent arrêté établit les dispositions temporaires dérogatoires à l'arrêté du 29 octobre 2015 qui sont applicables lorsque le demandeur :

1° a subi un impact négatif direct sur les activités de son entreprise en raison du Brexit, justifié :

a) par une perte de minimum cinq pour cent de son chiffre d'affaires annuel hors TVA sur le Royaume-Uni à partir 1^{er} janvier 2020, par rapport à son chiffre d'affaires hors TVA sur le Royaume-Uni de l'année de référence 2019 ou;

b) par une perte d'emploi de minimum un équivalent temps plein pour le demandeur occupant de une à quarante-neuf personnes, de minimum trois équivalent temps plein pour le demandeur occupant entre cinquante et cent nonante-neuf personnes et de minimum cinq équivalent temps plein pour le demandeur occupant au moins deux cents personnes ou;

c) par une augmentation des coûts hors TVA liés au Brexit, hausse des prix des matières premières en provenance du Royaume-Uni ou autres coûts additionnels de minimum cinq pour cent par rapport aux coûts hors TVA de l'année de référence 2019;

2° a une initiative Brexit conforme aux normes nationales et internationales applicables au secteur professionnel du demandeur, y compris les éventuelles règles déontologiques;

3° n'est pas en liquidation, en faillite, en cessation d'activités ou en procédure collective d'insolvabilité, y compris la procédure en réorganisation judiciaire, et ce quelle que soit l'étape de la procédure d'octroi des subventions du présent arrêté;

4° lorsque son entreprise est inscrite depuis plus de trois ans à la Banque-Carrefour des entreprises, ne pas avoir des fonds propres inférieurs à la moitié du capital souscrit;

5° n'est pas un groupement d'entreprises, une fédération ou une chambre de commerce mixte dont l'aide est régie par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2020 relatif au soutien à l'internationalisation des groupements d'entreprises, des chambres de commerce mixtes et de leurs membres.

Concernant l'alinéa 1, 1°, le Ministre qui a le commerce extérieur dans ses attributions peut compléter ou préciser les éléments permettant de justifier l'impact négatif direct sur les activités de l'entreprise du demandeur en raison du Brexit.

Art. 3. Les mesures prévues par le présent arrêté sont des mesures d'aides spécifiques destinées à soutenir les initiatives Brexit du demandeur. Elles sont octroyées dans les limites des crédits engagés à cet effet au budget de l'Agence.

Ces mesures sont soumises au respect du :

1° Règlement (UE) n° 1407/2013 : le Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis;

2° Règlement (UE) n° 2021/1755 : le Règlement (UE) n° 2021/1755 du Parlement européen et du Conseil du 6 octobre 2021 établissant la réserve d'ajustement au Brexit.

Art. 4. L'ensemble des dispositions et conditions de l'arrêté du 29 octobre 2015 auxquelles il n'est pas expressément dérogé par le présent arrêté continuent à s'appliquer au demandeur.

CHAPITRE 2. — Dispositions temporaires dérogatoires à l'arrêté du 29 octobre 2015

Art. 5. Lorsque les coûts admissibles relatifs au support de communication, au support à la participation aux foires et aux salons à l'étranger et au support de mobilité sont liés à l'initiative Brexit du demandeur et sont exposés et payés au plus tard nonante jours avant la date de fin de la période d'éligibilité, le pourcentage d'intervention visé aux articles 17, alinéa 1^{er}, 24, alinéa 1^{er}, 30, alinéa 1^{er}, et 32, alinéa 4, de l'arrêté du 29 octobre 2015 est porté de cinquante à quatre-vingts pour cent.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, l'on entend par :

1° le support de communication : la subvention régie par la section 2 du chapitre III de l'arrêté du 29 octobre 2015;

2° le support à la participation aux foires et aux salons à l'étranger : la subvention régie par la section 3 du chapitre III de l'arrêté du 29 octobre 2015;

3° le support de mobilité : la subvention régie par la section 4 du chapitre III de l'arrêté du 29 octobre 2015.

Art. 6. Lorsque le demandeur établit un bureau de représentation au sein d'un incubateur commercial situé au Royaume-Uni dans le cadre de son initiative Brexit, le montant maximum de la subvention relative au support de bureau de représentation commerciale s'élève, par dérogation à l'article 39, alinéa 2, de l'arrêté du 29 octobre 2015, à quatre-vingt pour cent du forfait fixé au chapitre 5 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 juillet 2020 établissant les forfaits applicables à certaines aides à l'internationalisation octroyées par l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers.

Le taux de quatre-vingts pour cent du forfait visé à l'alinéa 1^{er} s'applique pour une période d'occupation du bureau qui prend fin au plus tard nonante jours avant la date de fin de la période d'éligibilité.

Lorsque la période d'occupation du bureau par le demandeur prend fin après la date définie en application du délai visé à l'alinéa 2, le montant de la subvention visé à l'alinéa 1^{er} est réduit proportionnellement à la durée de la période d'occupation antérieure à cette date.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, l'on entend par le support de bureau de représentation commerciale : la subvention régie par la section 5 du chapitre III de l'arrêté du 29 octobre 2015.

Art. 7. Par dérogation à l'article 50, alinéa 4, de l'arrêté du 29 octobre 2015, le demandeur joint également à sa demande de subvention, lorsque celle-ci se fonde sur le présent arrêté :

1° une description de son initiative Brexit, accompagnée d'un plan de mise en œuvre et d'une estimation du coût de cette initiative;

2° une explication détaillée de l'impact négatif direct du Brexit sur les activités de son entreprise ainsi que les pièces justificatives permettant de prouver cet impact sur base des critères établis à l'article 2, alinéa 2, 1°. L'Agence publie sur son site internet les pièces justificatives admises.

Art. 8. Par dérogation à l'article 57, alinéa 5, de l'arrêté du 29 octobre 2015, le principe de confiance n'est pas applicable aux subventions qui bénéficient des mesures temporaires dérogatoires prévues par le présent arrêté.

Art. 9. La demande de versement visée à l'article 57, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du 29 octobre 2015 est introduite, au plus tard, soixante jours avant la date de fin de la période d'éligibilité.

CHAPITRE 3. — *Dispositions finales*

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain du jour de sa publication au *Moniteur belge* et cesse d'être en vigueur à la date de fin de la période d'éligibilité, tout en continuant à s'appliquer aux dossiers introduits avant cette date.

Art. 11. Le Ministre du Commerce extérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 septembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2022/206320]

22. SEPTEMBER 2022 — **Erlass der Wallonischen Regierung zur Einführung vorübergehender Ausnahmeregelungen, die im Zusammenhang mit dem Brexit von dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015 über Beihilfen zur Förderung der Internationalisierung der Unternehmen abweichen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EU) 2021/1755 vom 6. Oktober 2021 zur Einrichtung der Reserve für die Anpassung an den Brexit, der Artikel 5 und 8;

Aufgrund des Dekrets vom 2. April 1998 zur Gründung der Wallonischen Agentur für Export und ausländische Investitionen ("Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers"), Artikel 2 Absatz 2, eingefügt durch das Dekret vom 17. Dezember 2015, und Absatz 5, eingefügt durch das Dekret vom 28. April 2016;

Aufgrund der am 9. März 2022 abgegebenen Stellungnahme des Verwaltungsrats der Wallonischen Agentur für Export und ausländische Investitionen;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 21. April 2022;

Aufgrund der am 25. Mai 2022 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 2. Juni 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 19. Juli 2022 abgegebenen Stellungnahme der Datenschutzbehörde Nr. 156/2022;

Aufgrund des am 27. Juli 2022 in Anwendung des Artikels 84 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 71.723/2/V;

In der Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015 über Beihilfen zur Förderung der Internationalisierung der Unternehmen;

In der Erwägung, dass der Brexit das wirtschaftliche Gefüge der Wallonischen Region sowohl auf der Ebene der Kleinstunternehmen sowie der kleinen und mittleren Unternehmen als auch auf der Ebene der Großunternehmen ernsthaft beeinträchtigt;

In der Erwägung, dass das Jahr 2020 einen Einbruch der wallonischen Exporte in das Vereinigte Königreich verzeichnete;

In der Erwägung, dass die wallonischen Unternehmen seit dem Austritt des Vereinigten Königreichs aus der Europäischen Union am 1. Januar 2020 höhere Kosten für die Anpassung an die neuen Regeln in den Bereichen Zoll und Verbrauchsteuern, Mehrwertsteuer, Zertifizierung und Normen sowie im Bereich der Logistik, für die Schulung von Personal, für die Beratung in Bezug auf Verträge oder die Anpassung von EDV-Arbeitsmitteln an die neuen Exportanforderungen tragen mussten;

In der Erwägung, dass die wallonischen Unternehmen als Reaktion auf den Brexit und zur Bewältigung der durch den Brexit auferlegten Einschränkungen und neuen Anforderungen schnell über Liquidität verfügen müssen;

In der Erwägung, dass das Europäische Parlament und der Rat angesichts der erheblichen Auswirkungen des Brexits am 6. Oktober 2021 die Verordnung (EU) 2021/1755 zur Einrichtung der Reserve für die Anpassung an den Brexit als Instrument zur Finanzierung von Maßnahmen zur Deckung der Kosten im Zusammenhang mit den direkten negativen Auswirkungen des Brexits verabschiedet haben;

In der Erwägung, dass die Verordnung (EU) 2021/1755 den Mitgliedstaaten die Finanzierung von Beihilfen aus der Reserve für die Anpassung an den Brexit ermöglicht, die direkt negativ vom Brexit betroffenen Unternehmen gewährt werden, um Kosten zu decken, die im Zeitraum für die Förderfähigkeit vom 1. Januar 2020 bis zum 31. Dezember 2023 entstanden sind und bezahlt wurden;

In der Erwägung, dass die im vorliegenden Erlass genannte Maßnahme zur gezielten Unterstützung aus der Reserve für die Anpassung an den Brexit finanziert wird;

In der Erwägung, dass die auf den vorliegenden Erlass gestützten Beihilfen nur für einen Zeitraum gewährt werden können, der spätestens neunzig Tage vor dem Enddatum des in Artikel 3 Absatz 1 der Verordnung (EU) 2021/1755 vom 6. Oktober 2021 zur Einrichtung der Reserve für die Anpassung an den Brexit genannten Zeitraums endet, der derzeit auf den 31. Dezember 2023 festgelegt ist und gegebenenfalls verlängert wird.

Auf Vorschlag des Ministers für Außenhandel;
Nach Beratung,
Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° der Erlass vom 29. Oktober 2015: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015 über Beihilfen zur Förderung der Internationalisierung der Unternehmen;

2° der Antragsteller: das in Artikel 1 Ziffern 1 bis 4 des Erlasses vom 29. Oktober 2015 genannte Unternehmen, das die Bedingungen der Artikel 3, 7 und 10 desselben Erlasses erfüllt;

3° der Brexit: der tatsächliche Austritt des Vereinigten Königreichs aus der Europäischen Union am 31. Januar 2020;

4° das internationale Projekt: die vom Antragsteller zum Zwecke seiner internationalen Expansion verfolgte Strategie;

5° die Brexit-Initiative: die Maßnahme zur konkreten Umsetzung des internationalen Projekts des Antragstellers, dessen Tätigkeiten durch den Brexit direkt negativ betroffen waren, mit dem Ziel, verlorene Marktanteile zurückzugewinnen, seine internationale Position zu verbessern oder neue Chancen außerhalb des belgischen Marktes zu nutzen;

6° die Verordnung (EU) 2021/1755: die Verordnung (EU) 2021/1755 zur Einrichtung der Reserve für die Anpassung an den Brexit;

7° der Zeitraum für die Förderfähigkeit: der in Artikel 3 Absatz 1 der Verordnung (EU) 2021/1755 genannte Referenzzeitraum, der gegebenenfalls verlängert wird.

Art. 2 - Der vorliegende Erlass legt die vom Erlass vom 29. Oktober 2015 abweichenden zeitlich befristeten Bestimmungen fest, die anwendbar sind, wenn der Antragsteller:

1° aufgrund des Brexits direkte negative Auswirkungen auf die Geschäftstätigkeit seines Unternehmens erlitten hat, begründet durch:

a) einen Verlust von mindestens fünf Prozent seines Jahresumsatzes ohne Mehrwertsteuer aus der Geschäftstätigkeit mit dem Vereinigten Königreich ab dem 1. Januar 2020 im Vergleich zu seinem Jahresumsatz ohne Mehrwertsteuer aus der Geschäftstätigkeit mit dem Vereinigten Königreich im Bezugsjahr 2019 oder;

b) einen Verlust von mindestens einer Vollzeitereinheit bei Antragstellern mit einer Beschäftigtenzahl von einer bis neunundvierzig Personen, von mindestens drei Vollzeitereinheiten bei Antragstellern mit einer Beschäftigtenzahl von fünfzig bis einhundertneunundneunzig Personen und von mindestens fünf Vollzeitereinheiten bei Antragstellern mit einer Beschäftigtenzahl von mindestens zweihundert Personen oder;

c) einen Anstieg der Brexit-bedingten Kosten ohne Mehrwertsteuer, einen Anstieg der Preise für Rohstoffe aus dem Vereinigten Königreich oder andere zusätzliche Kosten in Höhe von mindestens fünf Prozent im Vergleich zu den Kosten ohne Mehrwertsteuer im Bezugsjahr 2019;

2° über eine Brexit-Initiative verfügt, die den nationalen und internationalen Normen entspricht, die auf den beruflichen Sektor des Antragstellers Anwendung finden, einschließlich der eventuellen berufsethischen Regeln;

3° nicht in die Liquidation, den Konkurs, die Einstellung der Tätigkeit oder in ein Gesamtinsolvenzverfahren, einschließlich eines gerichtlichen Sanierungsverfahrens, geht, und zwar unabhängig von der Phase des Verfahrens zur Gewährung von Zuschüssen aus dem vorliegenden Erlass;

4° sofern sein Unternehmen seit mehr als drei Jahren bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen eingetragen ist, nicht über ein Eigenkapital verfügt, das weniger als die Hälfte des gezeichneten Kapitals beträgt;

5° keine Unternehmensgemeinschaft, kein Verband und keine gemischte Handelskammer ist, deren Unterstützung dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Juli 2020 über die Förderung der Internationalisierung von Unternehmensverbänden, gemischten Handelskammern und ihren Mitgliedern unterliegt.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 1 kann der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Außenhandel gehört, die Punkte ergänzen oder näher bestimmen, mit denen die direkten negativen Auswirkungen auf die Tätigkeiten des Unternehmens des Antragstellers aufgrund des Brexits begründet werden können.

Art. 3 - Bei den im vorliegenden Erlass vorgesehenen Maßnahmen handelt es sich um spezifische Beihilfen, die dazu bestimmt sind, die vom Antragsteller ausgehenden Brexit-Initiativen zu unterstützen. Sie werden im Rahmen der zu diesem Zweck im Haushalt der Agentur gebundenen Mittel gewährt.

Diese Maßnahmen unterliegen der Einhaltung der:

1° Verordnung (EU) Nr. 1407/2013: die Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen;

2° Verordnung (EU) Nr. 2021/1755: die Verordnung (EU) Nr. 2021/1755 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 6. Oktober 2021 zur Einrichtung der Reserve für die Anpassung an den Brexit.

Art. 4 - Alle Bestimmungen und Bedingungen des Erlasses vom 29. Oktober 2015, von denen der vorliegende Erlass nicht ausdrücklich abweicht, gelten weiterhin für den Antragsteller.

KAPITEL 2 — *Die vom Erlass vom 29. Oktober 2015 abweichenden zeitlich befristeten Bestimmungen*

Art. 5 - Wenn die beihilfefähigen Kosten für die Kommunikationsträger, die Unterstützung für die Teilnahme an Messen und Ausstellungen im Ausland und die Mobilitätsförderung mit der Brexit-Initiative des Antragstellers zusammenhängen und spätestens neunzig Tage vor dem Enddatum des Zeitraums für die Förderfähigkeit dargelegt und bezahlt werden, wird der in Artikel 17 Absatz 1, Artikel 24 Absatz 1, Artikel 30 Absatz 1 und Artikel 32 Absatz 4 des Erlasses vom 29. Oktober 2015 genannte Prozentsatz für die Beihilfe von fünfzig Prozent auf achtzig Prozent erhöht.

Für die Anwendung von Absatz 1 gelten folgende Definitionen:

1° die Kommunikationsträger: der Zuschuss, der durch Abschnitt 2 des Kapitels III des Erlasses vom 29. Oktober 2015 geregelt wird;

2° die Unterstützung für die Teilnahme an Messen und Ausstellungen im Ausland: der Zuschuss, der durch Abschnitt 3 des Kapitels III des Erlasses vom 29. Oktober 2015 geregelt wird;

3° die Mobiliteitsfördereing: der Zuschuss, der durch Abschnitt 4 des Kapitels III des Erlasses vom 29. Oktober 2015 geregelt wird;

Art. 6 - Wenn der Antragsteller im Rahmen seiner Brexit-Initiative ein Vertretungsbüro in einem im Vereinigten Königreich gelegenen Geschäftsinkeubator einrichtet, beträgt der Höchstbetrag des Zuschusses für die Unterstützung der Handelsvertretungsbüros abweichend von Artikel 39 Absatz 2 des Erlasses vom 29. Oktober 2015 achtzig Prozent des Pauschalbetrags, der bestimmt ist in Kapitel 5 des Anhangs des Ministeriellen Erlasses vom 9. Juli 2020 zur Festlegung der Pauschalbeträge für bestimmte Beihilfen zur Förderung der Internationalisierung, die von der Wallonischen Agentur für Export und ausländische Investitionen ("Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers") gewährt werden.

Der Satz von achtzig Prozent des in Absatz 1 genannten Pauschalbetrags gilt für einen Zeitraum der Büronutzung, der spätestens neunzig Tage vor dem Datum des Endes des Zeitraums für die Förderfähigkeit endet.

Wenn der Zeitraum der Büronutzung durch den Antragsteller nach dem Datum endet, das in Anwendung der in Absatz 2 genannten Frist festgelegt wurde, wird der in Absatz 1 genannte Betrag des Zuschusses proportional zur Dauer des Zeitraums der Büronutzung vor diesem Datum gekürzt.

Für die Anwendung von Absatz 1 gilt für die Unterstützung der Handelsvertretungsbüros folgende Definition: der Zuschuss, der durch Abschnitt 5 von Kapitel III des Erlasses vom 29. Oktober 2015 geregelt wird.

Art. 7 - Abweichend von Artikel 50 Absatz 4 des Erlasses vom 29. Oktober 2015 fügt der Antragsteller seinem Beihilfeantrag, wenn dieser sich auf den vorliegenden Erlass stützt, auch Folgendes bei:

1° eine Beschreibung seiner Brexit-Initiative, zusammen mit einem Umsetzungsplan und einer Schätzung der Kosten dieser Initiative;

2° eine detaillierte Erklärung der direkten negativen Auswirkungen des Brexits auf die Tätigkeiten seines Unternehmens sowie Belege, mit denen diese Auswirkungen anhand der in Artikel 2 Absatz 2 Ziffer 1 festgelegten Kriterien nachgewiesen werden können. Die Agentur veröffentlicht die zugelassenen Belege auf ihrer Website.

Art. 8 - Abweichend von Artikel 57 Absatz 5 des Erlasses vom 29. Oktober 2015 gilt das Vertrauensprinzip nicht für Zuschüsse, die in den Genuss der im vorliegenden Erlass vorgesehenen vorübergehenden Ausnahmeregelungen kommen.

Art. 9 - Der in Artikel 57 Absatz 1 des Erlasses vom 29. Oktober 2015 genannte Antrag auf Zahlung wird spätestens sechzig Tage vor dem Enddatum des Zeitraums für die Förderfähigkeit eingereicht.

KAPITEL 3 — Schlussbestimmungen

Art. 10 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage nach demjenigen seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft und tritt am Datum des Endes des Zeitraums für die Förderfähigkeit außer Kraft, findet jedoch weiterhin Anwendung auf die vor diesem Datum eingereichten Akten.

Art. 11 - Der Minister für Außenhandel wird mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 22. September 2022

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2022/206320]

22 SEPTEMBER 2022. — Besluit van de Waalse Regering houdende tijdelijke maatregelen ter afwijking, in het kader van de Brexit, van het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015 betreffende de steun voor internationalisering van ondernemingen

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) 2021/1755 van 6 oktober 2021 tot oprichting van de reserve voor aanpassing aan de Brexit, de artikelen 5 en 8;

Gelet op het decreet van 2 april 1998 houdende oprichting van het "Agence wallonne à l'Exportation et aux investissements étrangers" (Waal Exportagentschap voor uitvoer en Buitenlandse Investerings), artikel 2, tweede lid, ingevoegd bij het decreet van 17 december 2015, en vijfde lid, ingevoegd bij het decreet van 28 april 2016;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van het "Agence wallonne à l'Exportation et aux investissements étrangers", gegeven op 9 maart 2022;

Gelet op het rapport van 21 april 2022 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25 mei 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 2 juni 2022;

Gelet op het advies nr. 156/2022 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 19 juli 2022;

Gelet op het advies nr. 71.723/2/V van de Raad van State, gegeven op 27 juli 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015 betreffende de steun voor internationalisering van de ondernemingen;

Overwegende dat de Brexit de economische structuur van het Waalse Gewest ernstig aantast, zowel op het niveau van micro-, kleine en middelgrote ondernemingen als op het niveau van grote ondernemingen;

Overwegende dat het jaar 2020 een daling van de Waalse export naar het Verenigd Koninkrijk betekende;

Overwegende dat de Waalse bedrijven sinds de terugtrekking van het Verenigd Koninkrijk uit de Europese Unie op 1 januari 2020 een stijging van de kosten hebben moeten dragen om zich aan te passen aan de nieuwe regels inzake douane en accijnzen, btw, certificering en normen, alsook op het gebied van logistiek, opleiding van personeel, advies over contracten of aanpassing van IT-instrumenten aan de nieuwe exportvereisten;

Overwegende dat Waalse ondernemingen, om op de Brexit te kunnen reageren en aan de beperkingen en nieuwe eisen van de Brexit te kunnen voldoen, snel over liquiditeiten moeten kunnen beschikken;

Overwegende dat het Europees Parlement en de Raad, gelet op de grote gevolgen van de Brexit, op 6 oktober 2021 Verordening (EU) 2021/1755 tot oprichting van de reserve voor aanpassing aan de Brexit als instrument voor de financiering van maatregelen ter dekking van de kosten in verband met de directe negatieve gevolgen van de Brexit hebben aangenomen;

Overwegende dat Verordening (EU) 2021/1755 het de lidstaten mogelijk maakt steun aan ondernemingen die rechtstreeks negatieve gevolgen van de Brexit ondervinden, te financieren uit de reserve voor aanpassing aan de Brexit door de kosten te dekken die in de subsidiabiliteitsperiode van 1 januari 2020 tot en met 31 december 2023 zijn gemaakt en betaald;

Overwegende dat de in dit besluit bedoelde specifieke steunmaatregel zal worden gefinancierd uit de reserve voor aanpassing aan de Brexit;

Overwegende dat steun op basis van dit besluit slechts mag worden verleend voor een periode die uiterlijk 90 dagen vóór het einde van de in artikel 3, lid 1, van Verordening (EU) 2021/1755 van 6 oktober 2021 tot oprichting van de reserve voor aanpassing aan de Brexit, die momenteel is vastgesteld op 31 december 2023 en eventueel kan worden verlengd, afloopt.

Op de voordracht van de Minister van Buitenlandse handel;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° het besluit van 29 oktober 2015: het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015 betreffende de steun voor internationalisering van de ondernemingen;

2° de aanvrager: de onderneming die bedoeld is in artikel 1, 1° tot 4°, van het besluit van 29 oktober 2015 en die voldoet aan de voorwaarden van de artikelen 3, 7 en 10 van hetzelfde besluit;

3° de Brexit: de daadwerkelijke terugtrekking van het Verenigd Koninkrijk uit de Europese Unie op 31 januari 2020;

4° project op internationaal vlak: de strategie gevolgd door de aanvrager om zijn internationale ontwikkeling te bevorderen;

5° het Brexit-initiatief: de concrete uitvoering van het internationale project van de aanvrager wiens activiteiten rechtstreeks negatief zijn beïnvloed door de Brexit om verloren marktaandeel terug te winnen, zijn internationale positie te verbeteren of nieuwe kansen buiten de Belgische markt aan te grijpen;

6° de Verordening (EU) 2021/1755 : de Verordening (EU) 2021/1755 tot oprichting van de reserve voor aanpassing aan de Brexit;

7° de subsidiabiliteitsperiode: de referentieperiode bedoeld in artikel 3, lid 1, van Verordening (EU) 2021/1755, eventueel verlengd.

Art. 2. Dit besluit stelt de tijdelijke bepalingen vast die afwijken van het besluit van 29 oktober 2015 en die van toepassing zijn wanneer de aanvrager :

1° als gevolg van de Brexit rechtstreekse negatieve gevolgen voor zijn bedrijf heeft ondervonden, gerechtvaardigd :

a) door een verlies van ten minste vijf procent van zijn jaaromzet in het Verenigd Koninkrijk exclusief btw vanaf 1 januari 2020 ten opzichte van zijn omzet in het Verenigd Koninkrijk exclusief btw in het referentiejaar 2019; of;

b) door een verlies van werkgelegenheid van ten minste één voltijdsequivalent voor een aanvrager met tussen een en negenveertig personen, ten minste drie voltijdsequivalenten voor een aanvrager met tussen vijftig en honderdnegenennegentig personen en ten minste vijf voltijdsequivalenten voor een aanvrager met ten minste tweehonderd personen of;

c) een stijging van de niet-btw-kosten in verband met Brexit, een stijging van de grondstoffenprijzen uit het Verenigd Koninkrijk of andere extra kosten van ten minste vijf procent ten opzichte van de niet-btw-kosten van het referentiejaar 2019;

2° over een Brexit-initiatief beschikt dat voldoet aan de nationale en internationale normen die van toepassing zijn op de beroepssector van de aanvrager met inbegrip van de eventuele deontologische regels;

3° niet in liquidatie, faillissement, staking van activiteiten of collectieve insolventieprocedures, met inbegrip van gerechtelijke reorganisatieprocedures, verkeert in enig stadium van de procedure voor de toekenning van subsidies op grond van dit besluit;

4° indien de vennootschap meer dan drie jaar bij de Kruispuntbank van Ondernemingen is ingeschreven, mag het eigen vermogen niet kleiner zijn dan de helft van het geplaatste kapitaal;

5° geen groepering van ondernemingen, federatie of gemengde kamer van koophandel zijn waarvan de steun wordt geregeld door het besluit van de Waalse Regering van 9 juli 2020 betreffende de ondersteuning van de internationalisering van groeperingen van ondernemingen, gemengde kamers van koophandel en hun leden.

Met betrekking tot het eerste lid 1, 1°, kan de Minister bevoegd voor buitenlandse handel de elementen die de rechtstreekse negatieve impact op de activiteiten van de onderneming van de aanvrager als gevolg van de Brexit rechtvaardigen, aanvullen of specificeren.

Art. 3. De maatregelen in dit besluit zijn specifieke steunmaatregelen ter ondersteuning van de Brexit-initiatieven van de aanvrager. Zij worden toegekend binnen de grenzen van de daartoe in de begroting van het Agentschap vastgelegde kredieten.

Deze maatregelen moeten in overeenstemming zijn met de :

1° Verordening (EU) nr. 1407/2013: Verordening (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun.

2° Verordening (EU) 2021/1755: Verordening (EU) 2021/1755 van het Europees Parlement en de Raad van 6 oktober 2021 tot oprichting van de reserve voor aanpassing aan de Brexit.

Art. 4. Alle bepalingen en voorwaarden van het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015 waarvan dit besluit niet uitdrukkelijk afwijkt, blijven van toepassing op de aanvrager.

HOOFDSTUK 2. — *Tijdelijke bepalingen die afwijken van het besluit van 29 oktober 2015*

Art. 5. Wanneer de subsidiabele kosten met betrekking tot de communicatiesteun, de steun voor deelname aan beurzen en salons in het buitenland en de mobiliteitssteun verband houden met het Brexit-initiatief van de aanvrager en uiterlijk negentig dagen voor het einde van de subsidiabiliteitsperiode worden gemaakt en betaald, wordt het in de artikelen 17, lid 1, 24, lid 1, 30, lid 1, en 32, lid 4, van het besluit van 29 oktober 2015 bedoelde bijdragepercentage verhoogd van vijftig tot tachtig procent.

Voor de toepassing van lid 1 wordt verstaan onder

1° de communicatiesteun: de subsidie geregeld in afdeling 2 van hoofdstuk III van het besluit van 29 oktober 2015;

2° steun voor deelname aan beurzen en salons in het buitenland: de subsidie geregeld in afdeling 3 van hoofdstuk III van het besluit van 29 oktober 2015;

3° de mobiliteitssteun: de subsidie geregeld in afdeling 4 van hoofdstuk III van het besluit van 29 oktober 2015;

Art. 6. Wanneer de aanvrager in het kader van zijn Brexit-initiatief een bureau voor handelsvertegenwoordiging vestigt in een in het Verenigd Koninkrijk gelegen commerciële incubator, bedraagt het maximumbedrag van de subsidie voor de ondersteuning van een bureau voor handelsvertegenwoordiging, in afwijking van artikel 39, tweede lid, van het decreet van 29 oktober 2015, tachtig procent van het forfaitaire bedrag vastgesteld in hoofdstuk 5 van de bijlage bij het ministerieel besluit van 9 juli 2020 tot vaststelling van de forfaitaire bedragen die van toepassing zijn op bepaalde steun voor internationalisering toegekend door het "Agence wallonne à l'Exportation et aux investissements étrangers" (Waals Exportagentschap voor uitvoer en Buitenlandse Investerings).

Het percentage van tachtig procent van het in lid 1 bedoelde vaste percentage is van toepassing voor een periode van bezetting van het bureau die uiterlijk negentig dagen voor het einde van de subsidiabiliteitsperiode eindigt.

Indien de periode waarin het bureau door de aanvrager wordt bezet, eindigt na de datum die is vastgesteld met toepassing van de in lid 2 bedoelde termijn, wordt het bedrag van de in lid 1 bedoelde subsidie verlaagd naar evenredigheid van de duur van de periode waarin het bureau vóór die datum werd bezet.

Voor de toepassing van het eerste lid wordt onder de ondersteuning van bureau voor handelsvertegenwoordiging verstaan: de subsidie geregeld in afdeling 5 van hoofdstuk III van het besluit van 29 oktober 2015.

Art. 7. In afwijking van artikel 50, vierde lid, van het besluit van 29 oktober 2015 voegt de aanvrager bij zijn aanvraag tot subsidieverlening ook een bijlage wanneer deze is gebaseerd op dit besluit:

1° een beschrijving van zijn Brexit-initiatief, met een plan voor de uitvoering ervan en een raming van de kosten;

2° een gedetailleerde toelichting van de rechtstreekse negatieve gevolgen van de Brexit voor de activiteiten van zijn onderneming, alsmede de bewijsstukken waarmee deze gevolgen kunnen worden aangetoond op basis van de criteria van artikel 2, tweede lid, 1°. Het Agentschap publiceert de aanvaarde bewijsstukken op zijn website.

Art. 8. In afwijking van artikel 57, vijfde lid, van het besluit van 29 oktober 2015 is het vertrouwensbeginsel niet van toepassing op subsidies waarvoor de tijdelijke afwijkende maatregelen van dit besluit gelden.

Art. 9. De in artikel 57, lid 1, van het besluit van 29 oktober 2015 bedoelde stortingsaanvraag wordt uiterlijk zestig dagen vóór de datum waarop de subsidiabiliteitsperiode afloopt, ingediend.

HOOFDSTUK 3. — *Slotbepalingen*

Art. 10. Dit besluit treedt in werking de dag na zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* en houdt op van kracht te zijn op de datum van het einde van de subsidiabiliteitsperiode, terwijl het van toepassing blijft op dossiers die vóór die datum zijn ingediend.

Art. 11. De Minister van Buitenlandse Handel is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 september 2022.

Voor de Regering :
De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2022/33942]

5 SEPTEMBRE 2022. — Arrêté ministériel remplaçant les annexes 1^{re} et 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2014 relatif aux catalogues des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes et abrogeant certaines dispositions en la matière

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4 et D.134, alinéa 1^{er}, 9° ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2014 relatif aux catalogues des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes et abrogeant certaines dispositions en la matière, l'article 10, § 4 ;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale en date du 14 juillet 2022 ;